

L'héritage politique de la capitale dans le *Répertoire du patrimoine culturel du Québec*

Jean-François Drapeau

Numéro 94, 2008

Québec 1608-2008 : quatre cents ans d'histoire politique

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/6880ac>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Les Éditions Cap-aux-Diamants inc.

ISSN

0829-7983 (imprimé)

1923-0923 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Drapeau, J.-F. (2008). L'héritage politique de la capitale dans le *Répertoire du patrimoine culturel du Québec*. *Cap-aux-Diamants*, (94), 50–53.

L'HÉRITAGE POLITIQUE DE LA CAPITALE DANS LE RÉPERTOIRE DU PATRIMOINE CULTUREL DU QUÉBEC

PAR JEAN-FRANÇOIS DRAPEAU

Le 400^e anniversaire de Québec est une occasion extraordinaire pour jeter un regard en arrière et embrasser l'histoire de la capitale, de ses institutions et de sa vie politique. C'est le défi que relève l'ouvrage *Québec, quatre siècles d'une capitale*. En raison de leur importance, plusieurs des lieux nommés dans ce livre sont protégés par un statut juridique en vertu de la Loi sur les biens culturels. Ils font ainsi partie de notre patrimoine culturel, c'est-à-dire de cet héritage légué par les générations passées et que nous devons transmettre aux générations futures. Grâce au *Répertoire du patrimoine culturel du Québec* (www.patrimoine-culturel.gouv.qc.ca), il est possible de découvrir tous ces biens culturels associés à l'héritage politique de la capitale. Nous concentrerons notre propos sur le site historique national, l'arrondissement historique du Vieux-Québec, certaines maisons classées et reconnues monuments historiques et quelques plaques et monuments commémoratifs.

Plaque commémorative des voûtes du palais de l'intendant. Photographie de Christian Lemire, 2006. *Répertoire du patrimoine culturel du Québec*. (Ministère de la Culture, des Communications et de la Condition féminine).

LE RÉPERTOIRE DU PATRIMOINE CULTUREL DU QUÉBEC

Le *Répertoire du patrimoine culturel du Québec* est l'interface grand public, disponible sur Internet, du système de gestion et de diffusion du



Maison Henry-Stuart, classée monument historique. Photographie de Marie-Claude Côté, 2003. *Répertoire du patrimoine culturel du Québec*. (Ministère de la Culture, des Communications et de la Condition féminine).

patrimoine du ministère de la Culture, des Communications et de la Condition féminine. Novateur à plusieurs titres, ce système intègre toutes les facettes du patrimoine matériel (mobilier, immobilier, commémoratif) et prévoit intégrer éventuellement sa dimension immatérielle. Ce système se caractérise aussi par ses fonctions relationnelle et hiérarchique, tous les biens étant situés dans leur contexte. Par exemple, la consultation de la page de la collection Pierre-Joseph-Olivier-Chauveau, classée bien historique, met l'internaute en lien avec celles de l'édifice Pamphile-Le May et de l'Assemblée nationale du Québec (ensembles plus grands) et celles de ses nombreux imprimés (ensembles plus petits). Ce système est également contributif et évolutif. Il est ouvert aux partenaires externes et pourra accueillir leurs données, en vue de constituer un inventaire national du patrimoine culturel québécois.

Déjà, le *Répertoire* présente les quelque 1 000 biens immobiliers protégés individuellement en vertu de la Loi sur les biens culturels par le gouvernement et les municipalités. Il présentera aussi les quelque 12 000 immeubles situés dans les secteurs protégés (site du patrimoine, site historique, site archéologique, arrondissement historique ou arrondissement naturel) et des plaques commémoratives. Les fiches de ces biens patrimoniaux sont accompagnées d'images (photographies au sol ou aériennes, iconographie ancienne et plans). Des textes explicatifs comprenant un énoncé d'importance patrimoniale (description, valeur patrimoniale et éléments caractéristiques) et un historique sont aussi disponibles pour plusieurs





Maison du Vieux-Québec habitée par Joseph-Alfred Mousseau. Photographie de Pascale Llobat, 2006. *Répertoire du patrimoine culturel du Québec*. (Ministère de la Culture, des Communications et de la Condition féminine).

immeubles. Des travaux sont en cours pour documenter les quelque 55 000 biens mobiliers protégés par le gouvernement du Québec.

LE SITE HISTORIQUE NATIONAL

L'Assemblée nationale du Québec est naturellement le lieu qui revient le plus fréquemment dans l'ouvrage *Québec, quatre siècles d'une capitale*. Siègne du seul parlement et gouvernement francophone en Amérique du Nord, il constitue le symbole de l'État du Québec et de ses institutions démocratiques. En 1985, cet ensemble institutionnel composé de l'hôtel du Parlement, des édifices Pamphile-Le May et Honoré-Mercier, et du restaurant Le Parlementaire, est déclaré site historique national.

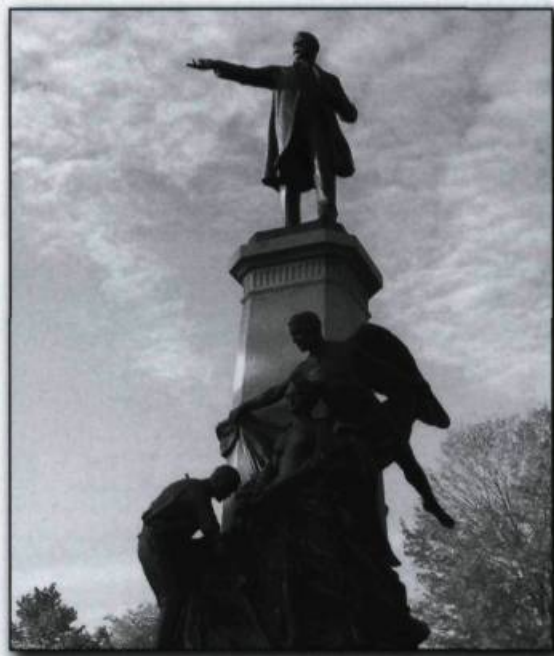
Le *Répertoire* présente en ligne les énoncés d'importance patrimoniale et les historiques de ces quatre bâtiments. Construit entre 1877 et 1886, l'hôtel du Parlement est le cœur de cet ensemble. Depuis 1885, les délibérations des élus du peuple québécois se déroulent entre ses murs. C'est ainsi le lieu suprême et légitime d'expression et de mise en œuvre des principes démocratiques de gouvernement. Les autres édifices du site historique national ne sont pas non plus dénués d'intérêt. L'édifice Honoré-Mercier abrite les bureaux du premier ministre de 1925 à 1972, et de nouveau depuis 2002. Pour sa part, l'édifice Pamphile-Le May loge la bibliothèque parlementaire, gardienne de la collection Pierre-Joseph-Olivier-Chauveau. Une partie de cette collection est d'ailleurs présentée dans le *Répertoire*.

Le *Répertoire* expose également tous les monuments commémoratifs qui se trouvent sur le site historique national. L'intérêt commémoratif est l'une des valeurs patrimoniales de l'Assemblée nationale, comme on peut le constater à la lecture de l'énoncé d'importance patrimoniale. L'hôtel du Parlement est un monument consacré à l'histoire nationale du Québec, comme le voulait son architecte, Eugène-Étienne Taché. Ce programme commémoratif comprend les bronzes de la façade et les monuments érigés sur son terrain, qui fait aussi partie de ce site historique.

L'ARRONDISSEMENT HISTORIQUE DU VIEUX-QUÉBEC

La majeure partie du patrimoine de nature politique de la capitale est toutefois situé à l'extérieur du site historique national. Il se trouve dans le Vieux-Québec, qui a été décrété arrondissement historique, le 6 novembre 1963, et inscrit sur la Liste du patrimoine mondial de l'Unesco, le 3 décembre 1985. Le périmètre de ce secteur protégé englobe la ville fortifiée ainsi que certaines portions de la basse-ville, du Cap-Blanc et de Saint-Roch. Il comprend près de 1 400 bâtiments et de nombreux sites archéologiques inscrits à l'Inventaire des sites archéologiques du Québec (ISAQ).

L'arrondissement historique du Vieux-Québec contient notamment les vestiges des édifices qui ont logé les principales institutions de la Nouvelle-France, soit le château Saint-Louis et les palais de l'intendant. Construit en 1620 par Samuel de Champlain et réédifié par la suite, le château Saint-Louis accueille les quartiers des gouverneurs de la Nouvelle-France depuis Charles Huault de Montmagny, en 1636. À la suite de la Conquête, les Britanniques remplacent leurs homologues français dans cet édifice. Les ruines du



Monument d'Honoré Mercier sur le site historique national. Photographie de Pascale Llobat, 2006. *Répertoire du patrimoine culturel du Québec*. (Ministère de la Culture, des Communications et de la Condition féminine).

■
 Vue aérienne
 de l'arrondissement
 historique du Vieux-Québec
 Photographie de Pierre
 Lahoud, 2004. *Répertoire du
 patrimoine culturel du Québec.*
 (Ministère de la Culture, des
 Communications et de la
 Condition féminine).



■
 Logo du *Répertoire
 du patrimoine culturel
 du Québec.* (Archives
 de l'auteur).

château Saint-Louis, détruit par les flammes en 1834, se trouvent essentiellement sous la terrasse Dufferin. Pour leur part, les vestiges des deux palais de l'intendant se situent dans la basse-ville de Québec. À partir de 1685, ces bâtiments logent l'intendant de la Nouvelle-France, principal administrateur de la colonie, et les réunions du Conseil souverain, dès 1689. Après la Conquête, les palais sont occupés par les Britanniques. Les voûtes en pierre du second palais, détruit en 1775, existent toujours au sous-sol de l'édifice de la brasserie Boswell.

L'emplacement des édifices de nos premières institutions parlementaires sont également dans les limites de l'arrondissement historique du Vieux-Québec. Ces immeubles se trouvaient anciennement dans l'actuel parc Montmorency. C'est là que les députés se sont assemblés de manière interrompue de 1791 à 1883. Le monument de sir George-Étienne Cartier, installé en 1919, rappelle la vocation politique du site. Ce père de la Confédération a d'ailleurs siégé dans ces édifices.

Le territoire de l'arrondissement contient par ailleurs un grand nombre de bâtiments résidentiels. En collaboration avec la Ville de Québec, le ministère de la Culture, des Communications et de la Condition féminine a entrepris de mettre en ligne les historiques des bâtiments de l'arrondissement. Ces textes révèlent que plusieurs des

maisons du Vieux-Québec ont logé ou appartenu à des personnages associés à l'histoire politique de Québec.

Au moins sept premiers ministres en fonction ont habité des maisons de la ville *intra-muros*. C'est le cas de Pierre-Joseph-Olivier Chauveau, premier ministre de 1867 à 1873, qui a habité pendant plusieurs années la maison Charles-Berthelot. Construite entre 1732 et 1736, cette résidence située au 22, rue Sainte-Anne abritait le Musée de cire de Québec depuis 1947. Son adversaire politique, sir Henri-Gustave Joly de Lotbinière, premier ministre de 1878 à 1879, a habité dans la maison sise aux 2 et 4, avenue Saint-Denis, de 1876 à 1883. Pour sa part, le conservateur Joseph-Alfred Mousseau, premier ministre en 1883 et 1884, a demeuré pendant ces deux années dans la maison construite par l'architecte Charles Bailairgé pour le marchand Abraham Hamel, au 48, avenue Sainte-Geneviève. Quant à l'homme de lettres Félix-Gabriel Marchand, premier ministre de 1897 à 1900, il a vécu chez son gendre, au 25, rue Sainte-Ursule, et y décéda. Le méconnu Edmund James Flynn, premier ministre en 1896 et 1897, a habité au 15, rue Hamel, de 1881 à 1899. Puis, le premier ministre libéral sir Lomer Gouin, en poste de 1905 à 1920, a résidé dans une partie de la maison Louis-Joseph-De Montcalm, au 49, rue des Remparts, pendant les cinq premières années passées à la tête de la province. Il déménagea par la suite dans une maison de la rue Mont-Carmel. Enfin, plus près de nous, René Lévesque a logé dans un appartement du 91, rue D'Auteuil, alors qu'il était premier ministre de 1976 à 1985.

En plus de ces premiers ministres, d'autres personnages politiques importants ont habité le Vieux-Québec. Nous pouvons nommer l'orateur de la Chambre Jean-Antoine Panet (26, rue Sainte-Ursule), le lieutenant-gouverneur Narcisse-Fortunat Belleau (64, rue Saint-Louis), le conseiller législatif Thomas Chapais (3, rue des Ursulines, puis 2 et 6, rue du Parloir), l'administrateur colonial Jonathan Sewell (87, rue Saint-Louis),

■
 Maison Louis-Joseph-
 De Montcalm, dans laquelle
 habita Lomer Gouin.
 Photographie de Jean-François
 Rodrigue, 2004. *Répertoire
 du patrimoine culturel du
 Québec.* (Ministère de la
 Culture, des Communications
 et de la Condition féminine).



ainsi que les Joseph-Édouard Cauchon (63, rue D'Auteuil), Ulric-Joseph Tessier (70, rue Saint-Louis) et Thomas McGreevy (69, rue D'Auteuil), qui fut impliqué dans un célèbre scandale. Plus encore, Panet et Sewell ont possédé plusieurs maisons dans la haute-ville de Québec.

LES MONUMENTS HISTORIQUES

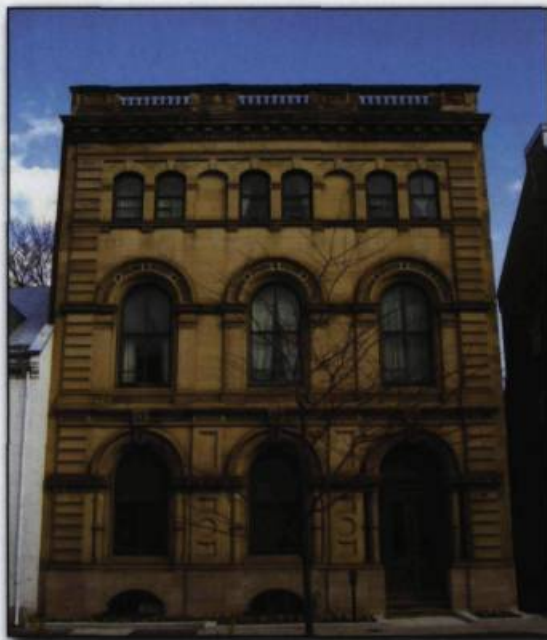
Le *Répertoire du patrimoine culturel du Québec* présente aussi la centaine de monuments historiques classés, reconnus ou cités qui se trouvent dans la capitale. Pour chacun de ces biens, un énoncé d'importance patrimoniale et un historique sont disponibles en ligne. Certains de ces monuments historiques, comme la maison Pierre-Stanislas-et-Elzéar-Bédard et la maison Henry-Stuart, sont associés à des personnages et à des événements qui ont marqué la vie politique de Québec. Il y aurait également lieu de nommer les maisons James-Black et Joseph-Morrin, classées en 1963 et 1964 respectivement.

La maison Pierre-Stanislas-et-Elzéar-Bédard mérite une attention particulière. Située au 18, rue Mont-Carmel, elle est acquise en 1800 par Pierre-Stanislas Bédard, chef du parti canadien à la chambre d'Assemblée du Bas-Canada. Bédard est le fondateur du journal *Le Canadien*, dans lequel il fait la promotion de la responsabilité ministérielle. En raison de ses écrits, il est emprisonné sur ordre du gouverneur en 1810. Son fils, Elzéar Bédard, hérite de la maison en 1830. Premier maire de la cité de Québec, il est également chef de l'aile modérée du parti patriote à la chambre d'Assemblée. C'est dans sa résidence que Bédard et trois autres députés, dont Louis-Joseph Papineau, rédigent les fameuses Quatre-vingt-douze Résolutions qui seront envoyées à Londres. En raison de son intérêt historique et architectural, la maison des Bédard fut classée en 1965.

La maison Henry-Stuart compte aussi parmi les monuments historiques de la capitale associés à son histoire politique. Construite en 1849 et 1850, cette résidence située sur la Grande Allée est cédée en 1874 à John Hearn, un homme d'affaires qui a siégé à tous les ordres de gouvernement : municipal, provincial et fédéral. Vers 1880, cette maison est occupée par Joseph-Israël Tarte (1848-1907), journaliste et homme politique. Lieutenant de sir Wilfrid Laurier de 1893 à 1902, Tarte est devenu célèbre pour ses talents d'organisateur politique. La maison Henry-Stuart a été classée en 1988.

LES PLAQUES ET MONUMENTS COMMÉMORATIFS

Le *Répertoire* présente aussi les plaques et les monuments commémoratifs situés dans les secteurs protégés, comme l'arrondissement historique du Vieux-Québec. Ces plaques et monuments servent à conserver, en un lieu précis, la mémoire des événements et des personnages marquants de



■ Maison construite pour Thomas McGreevy dans l'arrondissement historique du Vieux-Québec. Photographie de Christian Lemire, 2006. *Répertoire du patrimoine culturel du Québec*. (Ministère de la Culture, des Communications et de la Condition féminine).

notre histoire. Le *Répertoire* comprend, à ce jour, un inventaire de plus de 800 plaques et 200 monuments. De ce nombre, environ 250 plaques et 30 monuments se trouvent dans le Vieux-Québec. En consultant le *Répertoire*, l'internaute peut voir les photos, lire les textes et découvrir l'emplacement de ces composants de la mémoire de Québec.

Plusieurs de ces plaques et monuments évoquent le souvenir de personnages et d'événements politiques importants. C'est le cas, par exemple, de la plaque fixée au mur de l'hôtel de ville et qui rappelle « l'apport exceptionnel de Simon-Napoléon Parent au développement de la capitale ». Ce dernier fut maire de Québec de 1894 à 1906 et premier ministre de 1900 à 1905. D'autres plaques soulignent la contribution de personnages moins connus, comme celle de Samuel Phillips, premier greffier de la chambre d'Assemblée du Bas-Canada, fixée au mur de sa résidence du 105, rue Sainte-Anne. Enfin, quelques monuments sont consacrés à des figures déterminantes de l'histoire de la capitale, comme le marquis Louis-Joseph de Montcalm, le général James Wolfe, le fondateur Samuel de Champlain et son commanditaire Pierre Du Gua de Monts.

Le *Répertoire du patrimoine culturel du Québec* présente ainsi les biens patrimoniaux protégés par un statut juridique en vertu de la Loi sur les biens culturels. Certains de ces biens font partie de l'héritage politique de la capitale, tel que démontré dans l'ouvrage *Québec, quatre siècles d'une capitale*. Les amateurs d'histoire sauront trouver dans le *Répertoire* une mine de renseignements sur notre patrimoine national. ☞



■ Plaque de la collection Pierre-Joseph-Olivier-Chauveau, conservée à la bibliothèque de l'Assemblée nationale. Photographie de Sylvain Lizotte, 2006. *Répertoire du patrimoine culturel du Québec*. (Ministère de la Culture, des Communications et de la Condition féminine).

■ Jean-François Drapeau
Direction du patrimoine et de la muséologie,
Ministère de la Culture, des Communications
et de la Condition féminine